

La formation des organisations ouvrières juives de Galicie (1892-1911)

par Nathan WEINSTOCK

L'Empire austro-hongrois comptait 1 225 000 Juifs au début du xx^e siècle. 811 000 d'entre eux vivaient en Galicie. Juridiquement, leur condition avoisinait celle des Juifs d'Europe occidentale : depuis 1867, ils bénéficiaient des droits civils et politiques. Économiquement, leur sort restait marqué par les survivances médiévales. À cet égard, c'était une juiverie d'Europe de l'Est, ayant conservé ses structures traditionnelles et la pratique de l'idiome yiddish. Toutefois, le yiddish n'était pas reconnu légalement comme langue véhiculaire. En conséquence, lors des recensements, les Juifs de Galicie qui n'avaient pas indiqué comme parler maternel une des langues reconnues étaient classés d'office parmi les citoyens de langue polonaise (1).

Le développement du capitalisme a favorisé l'essor d'une bourgeoisie juive. Un processus de prolétarianisation de l'artisanat et des intermédiaires juifs s'est amorcé. Mais l'intégration de la région au marché mondial, l'importation massive de produits manufacturés et la concurrence acharnée des artisans entraînent la paupérisation et le déclassement massif des habitants, y compris les anciennes couches moyennes juives. D'où, en leur sein, un puissant mouvement d'émigration ; interne, en direction de Vienne, et externe, vers l'Europe occidentale et l'Amérique. En dépit de l'émancipation civique, le ghetto socio-économique subsiste (2).

Tonalité dominante de la région : une misère atroce. Chaque année, des milliers de gens mouraient de faim. La structure était restée agraire, la vie économique primitive. La communauté juive — 11 % de la population — se distinguait par son extrême dénuement. Néanmoins, elle détenait aussi les leviers économiques de ce grenier à blé de l'Empire. Les Juifs dominaient le commerce (88 % des entreprises commerciales en 1901). En 1890, 47,9 % de la population active juive était composée de travailleurs indépendants, 4,7 % d'employés, 16,9 % d'ouvriers, 11,7 % de travailleurs de force, et 10,8 % d'aides (3). Parmi les 69 793 travailleurs juifs recensés en 1900, 10 000 étaient des journaliers agricoles. Comme en Pologne du Congrès (Royaume

(1) A. BARKAI, « The Austrian Social Democrats and the Jews », *Wiener Library Bulletin*, 1970, n° 1, p. 33.

(2) J. BUNZL, *Klassenkampf in der Diaspora*, Vienne, Europa Verlag, 1975, p. 119.

(3) Dr J. BROSS, « Der onhayb der yidishe arbeter-bavegung in galitzie », in *Historische shriftn fun Yivo*, vol. III, Vilno-Paris, 1939, p. 487.

de Pologne) et en Russie, les ouvriers juifs travaillaient principalement dans des entreprises juives et étaient exclus de fait des fabriques mécanisées. A Cracovie, il y avait une centaine d'ouvriers juifs de fabrique travaillant dans deux ou trois entreprises.

Quant aux mentalités, on restait en plein Moyen Age. Une anecdote significative : un rabbin réformiste de Lvov (Lemberg), Abraham Kohn, a été empoisonné par ses adversaires juifs obscurantistes en plein milieu du XIX^e siècle (4). L'hostilité de la population environnante à l'égard des Juifs se manifestait également dans le refus des corporations d'artisans de les admettre en leur sein.



1. Premières formes d'organisation

Le mouvement socialiste galicien prend naissance dans les années 1870 à Lvov sous l'impulsion de Boleslaw Limanowsky. Mais les luttes sociales proprement dites de cette époque (ouvriers d'imprimerie à Lvov, grève des ouvriers boulangers et des tailleurs en 1871) n'ont laissé que peu de traces. Ce n'est qu'en 1892 que sera fondé le Parti social-démocrate de Galicie.

Les premières organisations ouvrières de Galicie sont apparues à Lvov en 1891 avec la création de l'association polonaise *Sila*. Dès ce moment, la question juive se manifeste sous la forme d'un problème d'organisation. Faut-il constituer une organisation séparée pour les travailleurs juifs ? Réunis sous la présidence du Dr Herman Diamant, futur dirigeant du Parti social-démocrate de Galicie, deux cents

(4) Cf. S. DUBNOW, *Die neueste Geschichte des Jüdischen Volkes (1789-1914)*, t. III, Berlin, Jüdischer Verlag, 1923, p. 141-142. Il s'agissait d'adeptes de la secte piétiste juive des *khassidim*, apparue au XVIII^e siècle. Le livre de Dubnow existe en traduction française (Paris, Payot, 1933).

travailleurs juifs de Lvov récusent toute espèce de structure séparée. Une semaine plus tard, cette orientation est confirmée par une nouvelle réunion ouvrière. Dès cette époque, certains militants se spécialisent dans le travail en milieu juif : le Dr Joachim Frankel, David Salamander et J. Weinberg à Lvov, le Dr Max Zetterbaum à Kolomey.

Néanmoins, une première organisation ouvrière juive, l'association professionnelle et de soutien *Yad khazakah* (La Main Forte), se constitue à Lvov en 1892. Ensuite, sous le nom générique de *Briderlikhkayt* (Fraternité), apparaissent une pléiade d'organisations ouvrières juives dans diverses localités : Cracovie, Kolomey (5), Przemysl, Czanov, Stanislav, Stri, Drohowycz, etc. Pas question à l'époque d'une quelconque revendication d'ordre national parmi les travailleurs juifs. Ces organisations ouvrières se constituent en fonction des nécessités politiques, essentiellement d'ordre linguistique. C'est que l'immense majorité des ouvriers juifs ignore le polonais, seule langue véhiculaire des associations éducatives ouvrières *Sila*. La création de l'association *Briderlikhkayt* à Cracovie doit beaucoup aux efforts d'un étudiant originaire d'Allemagne, S. Rubinstein, qui militait parmi les employés de commerce. Dans cette ville *Briderlikhkayt* s'est substituée à l'association *Yad khazakah*, lorsque le pouvoir a refusé de légaliser les statuts de cette organisation.

La grève des tisserands de Kolomey (1892)

Une lutte héroïque a marqué l'époque : celle des tisserands de châles de prières (*taleysim*) de Kolomey, au cours de l'été 1892 (6). La grève, qui allait devenir légendaire, éclata dans la petite bourgade de Kolomey, dans un milieu patriarcal et obscurantiste. Ouvriers et employeurs étaient des Juifs très pieux, en majorité âgés et d'obédience khassidique (courant religieux piétiste, mystique et populiste), encore vêtus du kaftan et arborant barbe et papillottes. Le journal *Der arbayter* du 1^{er} septembre 1893 en évoque le déclenchement en ces termes :

La misère des tisserands silésiens n'est qu'un jeu d'enfant en comparaison avec la misère actuelle. Au prix d'une journée de travail quotidienne de quinze heures ils [les tisserands de Kolomey] gagnent de 1 à 3 florins par semaine. Le 14 juillet, 200 ouvriers se sont rassemblés chez le rabbin. Le camarade Zetterbaum a décrit, au cours d'un discours d'une heure, la situation pitoyable de ceux qui étaient rassemblés [...]. Des vieillards tremblotants et épuisés marquaient bruyamment leur approbation et criaient qu'ils battraient tous ceux qui refuseraient de faire grève, même s'il devait leur en coûter plusieurs mois d'emprisonnement [...]. Afin de s'assurer que les ouvriers des petites fabriques n'iraient pas travailler aussi longtemps que les revendications de tous n'étaient pas satisfaites, l'assemblée a exigé qu'il soit prêté serment sur la sainte Thorah. Ensuite, un comité a été choisi pour exécuter les décisions de l'assemblée.

Les fabriques étaient gardées par la police qui y campait de jour

(5) J. BROSS, « Der onhayb... », *art. cit.*, p. 497. A Kolomey l'organisation s'intitulait *Varhayt* (La Vérité).

(6) *Ibid.*, spécialement p. 492-494.

et de nuit. Ni les menaces, ni les implorations du rabbin ne surent faire fléchir les grévistes. Après trois mois de résistance opiniâtre, la faim eut raison des rebelles : dix ouvriers *khassidim*, ayant charge de famille nombreuse, capitulèrent et violèrent leur serment. Parmi les dirigeants du mouvement, signalons l'étudiant Max Zetterbaum, futur membre du PPSD, et Mesholem Louvish.

Lorsque les tisserands reprirent le travail, l'employeur, Heller, crut le moment venu de savourer sa victoire. Il voulut leur imposer une abjuration solennelle de leurs convictions. Mais il se heurta à un sursaut de conscience ouvrière. Loin de se soumettre à ses conditions, les tisserands, vaincus mais non brisés, répliquèrent en diffusant une proclamation signée par quarante d'entre eux, tous *khassidim* pratiquants, revendiquant avec fierté leurs convictions socialistes. Le texte de celle-ci a été reproduit dans le journal *Der arbayer* du 1^{er} septembre 1893 :

Nous, tisserands de châles de prières de Kolomey, qui sommes exploités par les capitalistes d'une manière inhumaine, déclarons que nous sommes convaincus que l'exploitation de la force de travail humaine et la misère ne disparaîtront pas du monde avant que n'ait triomphé le socialisme, c'est-à-dire avant que toutes les fabriques et tous les capitaux ne soient devenus la propriété de la collectivité et non pas de quelques individus et avant que la collectivité ne produise tout ce qu'il faut pour satisfaire les besoins matériels et spirituels. De manière générale, nous déclarons que nous resterons fidèles à la social-démocratie internationale. Nous faisons cette déclaration parce qu'un exploiteur inhumain veut nous contraindre à abjurer par une déclaration en sens opposé.

La résistance des grévistes de Kolomey suscita des manifestations de solidarité des travailleurs viennois, qui organisèrent une collecte de soutien, et parmi les tisserands de Haute Autriche, qui boycottèrent les marchandises en provenance des entreprises de tissage de Kolomey. D'autres mouvements de grève de travailleurs juifs, mais de bien moindre envergure, avaient eu lieu à Lvov en 1886 (grève des ouvriers boulangers) et en 1888 (grève générale des ouvriers menuisiers, avec quatre-vingt-dix participants). Le mouvement des tisserands de Kolomey fut cependant la première manifestation de masse des travailleurs galiciens. Elle donne le signal de la naissance de la lutte de classes pour les ouvriers boulangers, tailleurs, cordonniers, et fabricants d'imperméables, qui entreprirent de lutter pour la réduction de la journée de travail. Le 15 mai 1894, deux cents ouvriers boulangers juifs et polonais firent grève, exigeant une journée de travail de 12 heures : leurs conditions de travail étaient indescriptibles de saleté et d'épuisement (dans 27 des 39 boulangeries de Cracovie, on travaillait de 15 à 22 heures par jour). L'exemple fut suivi (7). A Stanislav, la grève des travailleurs juifs entraîna la condamnation de dix-sept travailleurs à des peines de prison. Jacob Bross qui signale cette grève n'en donne pas la date mais indique que les meneurs passent en justice au mois de novembre 1895.

(7) Sh. BLUM, « Der yidisher arbeter un di poylishe sotzial-demokratishe partay in galitzie », in *Historishe shriftn...*, *op. cit.*, p. 521-522.

L'éphémère Parti ouvrier juif (1892)

Un Parti social-démocrate polonais — qui ultérieurement, après sa réorganisation, sera connu sous le sigle PPSD — fut fondé à Lvov en janvier 1892. Ignacy Daszinski devait déclarer lors de sa fondation :

Nous devons traiter les Juifs comme toute autre nation et leur accorder les mêmes droits. Notre première tâche consiste à allumer l'étincelle de la lutte des classes en leur sein, à nous lier au prolétariat juif et à l'amener à la conscience que ses intérêts concordent avec ceux du prolétariat des autres nations (8).

Un délégué de Cracovie, Ignacy Zisser, exigea que le parti créât un organe en « jargon » (c'est-à-dire en yiddish) et le congrès soutint cette proposition.

Mais en juillet 1892, c'est-à-dire moins d'une demi-année après la fondation de la social-démocratie galicienne, se constitua un petit Parti ouvrier juif (*Yidishe arbeter partay*). Cette formation publiait un journal yiddish : *Di arbayter shtime* (La Voix ouvrière). Ses militants insistaient sur le fait que l'on ne pouvait regrouper les masses ruthènes et juives derrière un parti arborant le drapeau polonais ainsi que sur la nécessité d'envisager des partis ouvriers distincts pour les Ukrainiens de Ruthénie et les Juifs galiciens, tout en coordonnant leur action avec celle des socialistes polonais. Point de vue qui annonçait déjà les thèses fédéralistes que développèrent ultérieurement le *Bund* et — justement sous son influence — la social-démocratie juive de Galicie.

Ce parti — que la presse socialiste polonaise qualifiait de « clique d'intrigants » — était lié à Pawlik, disciple de Dragomanov, lequel était le pionnier du socialisme en Ukraine et un partisan de l'organisation autonome des travailleurs juifs (9). La direction du parti polonais lui était hostile car il s'était lié — de même que les organisations éducatives ouvrières juives — avec une minorité oppositionnelle au sein du parti, dite des « indépendantistes ». Le Parti ouvrier juif eut moins d'un an d'existence.

Il semble qu'il existait en 1892 un journal yiddish intitulé *Di varhayt*, que publiaient les sociaux-démocrates de Lvov. Cette publication, signalée par la presse juive de l'époque, n'a pas été retrouvée.

La presse social-démocrate en 1893

Les ouvriers juifs organisés dans les groupements sociaux-démocrates polonais tendaient à rejoindre en bloc les *Yad khazakah* à Lvov et les organisations semblables dans les autres villes galiciennes. Le PPSD intensifiait son travail au sein des associations ouvrières juives.

Par la force des choses, il paraissait indispensable de fonder une presse de langue vernaculaire juive pour propager les idées socialistes en milieu juif. Mais des résistances se faisaient sentir à ce propos. Juifs polonais eux-mêmes, les rédacteurs du journal se servaient cependant à contre-cœur d'un parler qu'ils méprisaient, craignant

(8) J. Bross, « Der onhayb... », *art. cit.*, p. 494.

(9) *Ibid.*, p. 491-492.

que l'existence même d'une presse socialiste en yiddish n'alimentât un courant particulariste juif. Néanmoins le journal sortit le 1^{er} septembre 1893 sous le titre *Der arbayer* (L'Ouvrier). C'était un bimensuel dont la direction avait été confiée à Karl Nacher. La plupart des rédacteurs du journal ne connaissaient pas la langue yiddish. Ils rédigeaient donc leurs articles en allemand et c'étaient les ouvriers d'imprimerie qui transposaient, tant bien que mal, leurs textes en un yiddish qui restait empreint de nombreux germanismes.

L'Arbayer se faisait l'écho de la surexploitation des travailleurs juifs, notamment des ouvriers boulangers, et propageait l'idéologie socialiste parmi les employés de commerce et les domestiques. On y apprend qu'il y eut des grèves tenaces de boulangers (Lvov 1894) et de teinturiers (Stanislav) dont les dirigeants furent condamnés à des peines d'emprisonnement (1895). Le journal fut reconnu comme organe officiel du parti en 1895.

C'est dans les colonnes de *L'Arbayer* que paraît, en 1894, la reproduction du premier appel à manifester le 1^{er} mai en Galicie qui ait été rédigé en yiddish. En voici quelques extraits qui permettent d'apprécier le caractère extrêmement populaire et didactique (10) :

En ce jour du 1^{er} mai, les travailleurs du monde entier chôment. Il est de votre devoir de démontrer que vous voulez rejoindre les travailleurs du monde entier, il est de votre devoir de fêter le 1^{er} mai comme une fête ouvrière. Ne vous laissez effrayer par personne. Car si, ensemble avec vos frères du monde entier, vous fêtez ce jour qui vise à la conquête de la journée de travail de huit heures et du suffrage universel, égal et direct, en connaissance de cause, vous comprendrez quel est votre devoir. Lorsque vous fêterez le 1^{er} mai, vos ennemis cesseront d'affirmer que vous n'êtes pas mûrs.

Frères ouvriers ! Fêtez le 1^{er} mai, la seule fête ouvrière. Montrez votre force, votre détermination, votre importance ! VIVE LA FETE OUVRIERE ! VIVE LE 1^{er} MAI !

A Cracovie, les orateurs du 1^{er} mai s'adressèrent aux travailleurs juifs en yiddish.

L'Arbayer exerça une influence au-delà des limites de la Galicie. A l'initiative de J. Pilsudsky, le journal fut également diffusé dans la région de Vilna, pour y pallier l'absence de presse ouvrière en yiddish.

En 1896, le journal *Dos yudishe folksblat* (Le Journal populaire juif) prit la succession de *L'Arbayer*. C'était également un organe officiel du PPSD, dirigé par le Dr Max Zetterbaum.

2. L'alliance du PPSD et de la direction « assimilationniste » viennoise

Le PPSD

Victor Adler, qui réussit à regrouper les diverses fractions socialistes rivales, fut le fondateur du Parti social-démocrate autrichien,

(10) K. EINAUGLER, « Der ershter yidisher may-oyfruf in galitzie un der may-nunm fun der "arbayer" 1894 », in *Historishe shriftn...*, p. 512-519. Il s'agit d'une version censurée par les autorités.

qui naquit en tant que tel au congrès de Hainsfeld (30 décembre 1888-1^{er} janvier 1889). Au moment de sa fondation, le parti n'avait envisagé aucune forme d'autonomie nationale en son sein. Cette situation se modifia fondamentalement en 1897. Le congrès de Vienne transforma l'organisation unitaire en une fédération de partis sociaux-démocrates nationaux autonomes, dirigés par un comité exécutif inter-nations composé de délégués des entités fédérées : les partis austro-allemand, polonais, tchèque, italien et des Slaves du Sud, s'y ajoutera ultérieurement un parti des Ukrainiens ruthènes (les Ruthènes habitent la Russie subcarpathique. Cette population est ethniquement ukrainienne mais, contrairement aux autres Ukrainiens, elle se rattache religieusement à Rome depuis 1596).

En Galicie, cette refonte entraîna la réorganisation, à Przemyśl en 1897, des sociaux-démocrates polonais en un Parti social-démocrate polonais de Galicie et de Silésie (connu sous le sigle PPSD). Cette restructuration, qui adaptait les structures social-démocrates à la composition multinationale de l'Empire, fut parachevée par le congrès de Brünn (Brno) en 1899. Après d'âpres débats il adopta un programme prévoyant la création, pour chaque nationalité de l'Empire, d'unités territoriales auto-administrées appelées à se substituer aux provinces historiques. Un projet de résolution des Slaves du Sud, préconisant que l'Autriche devienne une fédération démocratique de nationalités, indépendamment des subdivisions territoriales, fut repoussé.

Le Comité exécutif du Parti proposait un programme d'autonomie nationale et culturelle fondée sur le principe territorial. La délégation des Slaves du Sud souhaitait voir accorder cette autonomie nationale culturelle aux groupes nationaux indépendamment de toutes subdivisions territoriales. Le Congrès de Brünn adopta en fait une formule qui représentait un compromis entre la thèse territorialiste et les principes de l'autonomie culturelle extra-territoriale. Il n'empêche que la conception de l'autonomie nationale extra-territoriale sera développée par Otto Bauer ainsi que par Karl Renner, lequel entendait remplacer le principe territorial par celui de nationalités regroupées en communautés de personnes. Quoique rejetée, la proposition des Slaves du Sud alimenta bien des réflexions (11). Elle convenait évidemment particulièrement aux Juifs puisqu'elle concédait une autonomie nationale détachée de la notion de territoire. Le *Bund* s'empressa de faire sienne cette conception qui correspondait admirablement aux nécessités d'une nationalité disséminée dans les diverses régions d'un Etat multinational.

La restructuration du Parti social-démocrate autrichien et le programme de Brünn eurent des répercussions immédiates au sein du POSDR. La nouvelle structure fédérative du parti-frère autrichien exerçait un attrait manifeste sur les socialistes de diverses nationalités non-slaves opprimées au sein de l'Empire tsariste : Juifs, Let-

(11) Cf. N. LESER, « Bilan de l'austro-marxisme », *Le contrat social*, 1967, p. 348. Sur le congrès de Brünn, cf. R. PIPES, *The Formation of the Soviet Union*, Revised Edition, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1964, p. 24-27 et G. HAUPT, M. LOWY, C. WEILL, *Les marxistes et la question nationale, 1848-1914*, Paris, Maspero, 1974.

tons, Arméniens, Georgiens, etc. Rien d'étonnant évidemment à ce qu'elle ait marqué plus fortement encore les sociaux-démocrates juifs de Galicie. Voilà que le parti reconnaissait formellement aux socialistes polonais et ukrainiens le droit de s'organiser entre eux, tout en passant sous silence leur propre spécificité nationale.

C'est qu'aux yeux du PPSD aucune question nationale ne se posait en Galicie, en ce qui concernait la minorité juive. Pour les sociaux-démocrates polonais, les Juifs de Galicie étaient des Polonais de confession israélite. Leur particularisme ne pouvait être qu'une survivance en voie de résorption, les Juifs de langue yiddish étant appelés à se poloniser. Précisons d'emblée que ces positions n'étaient nullement dictées par des préjugés antisémites. Le parti galicien avait pris en charge, comme nous l'avons vu, la publication d'un organe en yiddish et combattait vigoureusement la propagande antijuive. Pas de numéro de *Naprzod* qui ne réaffirmât énergiquement cette ligne, et la lutte incessante du parti contre la réaction valut à son dirigeant, Ignacy Daszinski, de nombreux séjours en prison. D'où la popularité considérable du leader socialiste polonais parmi les masses juives : à la veille des élections de mars 1897, qui se soldèrent par une victoire spectaculaire des sociaux-démocrates polonais, on appela le sabbat dans tous les oratoires juifs de Galicie à voter pour l'*Ohev-Yisroel* (Ami du peuple juif) Daszinski (12). Une proposition de fondation d'un Parti social-démocrate juif fut présentée au congrès constitutif du PPSD à Przemysl par un militant polonais, Jan Kozakewicz, et fut combattue par les membres juifs de la direction du parti galicien. Ces derniers partageaient les vues du PPSD relatives au caractère polonais des Juifs galiciens.

En 1894, le congrès du PPSD avait rejeté un projet de résolution présenté par Rubinstein et condamnant la propagande antisémite diffusée par le clergé polonais et la presse conservatrice. Parmi les opposants figuraient les délégués juifs Frankel, Salamander — tous deux membres de la rédaction de l'*Arbayter* ! —, Hecker et Diamant. Selon Frankel, pareille résolution aurait pu donner à penser à tort que certains membres du parti étaient des antisémites... Sans doute l'attitude de la majorité du PPSD s'explique-t-elle par la crainte de favoriser la « germanisation » de la Pologne en adoptant des positions philo-sémites (la bourgeoisie juive de Galicie avait tendance à adopter l'allemand). Toujours est-il que S. Rubinstein en conçut beaucoup d'amertume ; il démissionna de l'association *Briderlikhkayt* de Cracovie, dont il était le président, et abandonna toute activité militante (13). De même le Parti polonais socialiste (PPS) reprochait alors aux *Litvaks* de contribuer à la russification des Juifs polonais. Il s'opposait par son insistance sur l'indépendance de la Pologne aux sociaux-démocrates polonais dont Rosa Luxemburg s'affirmait comme principal porte-parole. On donnait le surnom de *Litvaks* aux Juifs originaires de Russie blanche et de Lituanie qui s'étaient installés en Pologne.

(12) S. BLUM, « Der yidisher arbeter... », *art. cit.*, p. 524-526.

(13) *Ibid.*, p. 523.

La direction du Parti social-démocrate autrichien

Les conceptions du PPSD sur la question juive étaient partagées pleinement par la direction viennoise de la social-démocratie autrichienne. Ce point exige quelques explications.

Au XIX^e siècle, Vienne est en proie à un antisémitisme virulent. La misère galicienne — 5 000 à 6 000 personnes y meurent annuellement de faim et de sous-alimentation — pousse les Juifs à s'installer dans la capitale où la communauté israélite passe de 1,3 % de la population en 1857 à 12 % en 1890.

Nous avons à Vienne une grande bourgeoisie juive [...] mais aussi un nombre important de Juifs vivant un peu en marge de la société comme bricoleurs et petits commerçants. La poussée des Juifs vers les universités est très forte [...]. En 1890, nous avons les pourcentages suivants : à Vienne, 23,6 % de Juifs, à l'université allemande de Prague, 31,6 %, à Czernovicz, 22,3 %. Nul secteur de la vie politique n'était dominé plus complètement par les Juifs que la presse. La presse libérale dut son existence presque exclusivement aux Juifs (14).

Or antisémitisme et antilibéralisme vont de pair :

Ce dernier vient d'abord renforcer le premier, gagne de plus en plus de terrain et de virulence idéologique pour devenir le catalyseur de l'opposition tout court (15).

Ce n'est pas un hasard si le fondateur du sionisme politique, Théodore Herzl, était un journaliste libéral viennois, ni qu'Adolf Hitler ait été originaire de la capitale des Habsbourg.

Que cette frénésie antisémite recelât d'immenses dangers, notamment en raison de son potentiel démagogique, voilà qui n'échappa ni à Engels, ni à Kautsky. Ce dernier écrivit au compagnon de Marx une lettre datée du 23 juin 1884 insistant sur la nécessité d'éduquer les masses afin de les préserver contre les préjugés antisémites (16). L'attitude de la direction du Parti autrichien fut tout autre : elle s'abstint délibérément de combattre l'antisémitisme. Elle fit même davantage : de crainte de paraître « enjuivée » ou « philosémite », sa presse adopta une attitude qui, si elle ne peut être qualifiée de carrément antisémite, restait pour le moins ambiguë. Cette tolérance envers le racisme ne se limitait pas aux colonnes de l'*Arbeiter Zeitung*, dirigé — soit-dit en passant — par un Juif : Friedrich Austerlitz. Ce furent Victor Adler et Paul Singer, tous deux dirigeants sociaux-démocrates autrichiens d'ascendance juive, qui s'opposèrent, au Congrès socialiste international de Bruxelles, à l'adoption de la résolution d'Abraham Cahan condamnant l'antisémitisme. La scène se répéta en 1907 : au Congrès socialiste international de Stuttgart, le délégué autrichien Wilhelm Ellenbogen (on est tenté d'écrire : à nouveau un Juif !) s'op-

(14) V. CONZEMIUS, « L'antisémitisme autrichien au XIX^e et au XX^e siècles », in *De l'antijudaïsme antique à l'antisémitisme contemporain*, Etudes réunies par V. NIKIPROWETZKY, Lille, 1979, p. 192.

(15) *Ibid.*, p. 193. Sur les mentalités viennoises, dans ce domaine, cf. C.E. SCHORSKE, *Vienne fin de siècle*, Paris, éditions du Seuil, 1983.

(16) E. SILBERNER, *Sozialisten zur Judenfrage*, Berlin, Colloquium Verlag, 1962, p. 231.

posa à la discussion de l'expulsion massive des Juifs de Roumanie (17). Lorsque le Bureau socialiste international invite tous les partis de l'Internationale à protester publiquement contre la persécution de Mendel Beilis en Russie, accusé d'avoir commis un « crime rituel », le Parti autrichien fait la sourde oreille. Il y avait quelque chose que l'on craignait davantage que les préjugés antisémites à la direction viennoise du Parti ; c'était de braver les préjugés racistes de la population et, précisons-le, d'une partie des militants. Déjà scandaleuse en soi, l'ampleur de cette capitulation idéologique n'apparaît dans toute son importance qu'eu égard à la complaisance envers l'antisémitisme qui était partagée — pour ne pas dire stimulée — par les dirigeants socialistes d'origine juive. Peut-être l'attitude d'un Victor Adler, qui n'hésita pas à reconnaître « qu'il en avait marre de trouver encore et toujours des Juifs nageant sur sa soupe », et qui estimait que les sociaux-démocrates n'avaient pas à intervenir dans le « conflit » entre antisémites et Juifs et qui était désireux de limiter le nombre d'adhérents juifs au Parti, est-elle justifiable d'une interprétation psychologique ou psychanalytique. Mais cette observation ne suffit évidemment pas à expliquer l'attitude des dirigeants sociaux-démocrates viennois.

Faisons la part de la tradition archéo-socialiste issue de la philosophie des Lumières. Pour toute l'avant-garde européenne du début du XIX^e siècle, le judaïsme ne pouvait être qu'une survivance médiévale et le yiddish un produit du ghetto. L'un et l'autre étaient donc destinés à disparaître. C'était également la conviction d'Otto Bauer qui expose dans son ouvrage sur la question nationale que la perte de la spécificité économique juive et la désagrégation des barrières linguistiques ne réservaient aucun avenir à la nationalité juive. Autrement dit, la solution du problème juif résidait dans l'assimilation des Juifs à leur entourage. La thèse était d'autant plus séduisante que les hommes de culture allemande n'avaient que mépris pour le yiddish qu'ils tenaient pour un patois germanique barbare et corrompu. Les socialistes juifs étaient motivés en outre par le désir de se distancier de la condition semi-médiévale des Juifs galiciens, rappel déplaisant de leur propre passé qu'ils jugeaient honteux. N'oublions pas aussi qu'à Vienne — peut-être davantage encore qu'ailleurs à cette époque — le mot Juif était utilisé comme synonyme de « capitaliste ». Un délégué galicien, Jacob Brod, s'indigna, lors du congrès de 1897, que la social-démocratie autrichienne n'ait jamais trouvé opportun de mentionner dans sa presse ou au cours de ses meetings l'oppression du prolétariat juif, le plus misérable de tous (18). A la vérité, pour ses dirigeants, moins on parlerait des Juifs, mieux cela vaudrait. Dès lors, ils ne pouvaient que soutenir la position du PPSD contre les sociaux-démocrates juifs de Galicie.

(17) *Ibid.*, p. 236.

(18) *Ibid.*, p. 233 et A. BARKAI, « The Austrian... », *art. cit.*, p. 40. Cf. également R.S. WISTRICH, « Socialism and Antisemitism in Austria before 1914 », *Jewish Social Studies*, 1975, n° 3-4, p. 323-332.

3. Fondation du Parti social-démocrate juif (1905)

Le fossé grandissant entre sociaux-démocrates polonais et Juifs

Au fur et à mesure que grandissait l'emprise idéologique du PPS sur le PPSD galicien, ce dernier accentuait de manière croissante son caractère national polonais. Par exemple le journal du PPSD condamna l'attitude de Rosa Luxemburg au Congrès socialiste international de Londres, en août 1896, parce qu'elle s'y était opposée à la revendication de l'indépendance polonaise.

De ce fait, le malaise grandissait parmi les travailleurs juifs qui en faisaient partie, d'autant plus que le PPSD s'avérait incapable de faire face aux tâches de l'heure en milieu juif, et notamment de combattre la bourgeoisie juive et le courant sioniste. Aux yeux des dirigeants sociaux-démocrates autrichiens, la constitution d'une section autonome juive était tout bonnement inconcevable. Le programme de Brünn ne leur paraissait pas applicable aux travailleurs juifs. Sans doute, avaient-ils en vue les conditions viennoises et non celles qui prévalaient en Galicie et en Bukovine. Mais l'autonomie organisationnelle des travailleurs juifs était combattue tout autant par les dirigeants sociaux-démocrates de Galicie, y compris les leaders d'ascendance juive qui se rangeaient eux-mêmes parmi les délégués de nationalité polonaise. Ainsi, au congrès de Przemysl, Herman Diamant combattit une proposition en ce sens, qui ne recueillit au reste que six voix. La question semble avoir resurgi lors d'une conférence de travailleurs juifs qui se tint en 1899, mais sans que les débats permissent de la trancher. Les années 1899-1901 voient d'ailleurs un déclin marqué du mouvement ouvrier juif en Galicie. Une reprise de la vie militante se dessine toutefois à partir de 1902, notamment sous l'influence du mouvement gréviste qui balaie la Russie méridionale et qui se prolonge par des troubles dans les universités russes.

Graduellement, une tendance favorable à l'autonomie gagne du terrain parmi les militants de base juifs du PPSD. Elle invoquait le programme de Brünn et citait en exemple l'existence d'un — faible — Parti social-démocrate ukrainien. S'il était permis aux travailleurs polonais ou ukrainiens de s'organiser séparément, pourquoi les ouvriers juifs n'en feraient-ils pas autant ?

La cristallisation de ces sentiments trouva son expression dans la constitution à Lvov d'un groupe d'activistes juifs du parti (dont Yitzkhak Blind) qui, chose significative, se mirent en rapport avec le Comité extérieur du *Bund*. Ils lui firent part de leurs doléances, reprochant au PPSD de « s'occuper, ces derniers temps, de plus en plus de patriotisme et de moins en moins de socialisme ; quant à l'internationalisme, il n'en est tout bonnement plus question » (19). C'est pourquoi le groupe se donnait déjà pour objectif la création d'une organisation ouvrière juive séparée.

L'incompréhension grandissante entre les sociaux-démocrates po-

(19) Dr J. KISMAN, « Di yidishe sotzial-demokratishe havegung in galitzie un in bukovin », in *Di geshikhte fun bund*, vol. III, New York, 1966, p. 362 ; c'est le travail de référence pour l'ensemble du présent article.

lonais et juifs éclata au cours de la conférence nationale des organisations juives de Lvov en mai 1903. Les leaders de la social-démocratie polonaise et ukrainienne y combattirent vigoureusement l'idée d'une formation ouvrière juive distincte. Cependant, ils durent admettre — en tant que moindre mal — la création d'un comité d'agitation juif pour la Galicie. Implicitement, ils reconnaissaient ainsi qu'il appartenait aux militants juifs de populariser le socialisme en milieu juif. Pourtant, ce comité ad hoc succomba rapidement à la contradiction à laquelle il devait sa naissance : étroitement assujetti à la direction, il était composé d'adversaires déclarés de toute forme d'autonomie juive. Son président n'était autre que le Dr H. Diamant, chef de file des opposants.

Vers la rupture

D'où un conflit ouvert au cours du neuvième congrès du PPSD en 1904. Une minorité décidée prend à partie la direction, reprochant au comité ad hoc son inactivité, et préconise la fondation d'un parti juif. Cela n'empêche pas la majorité des congressistes de décider la dissolution du comité mort-né. Sur cent délégués, quarante étaient juifs. Mais quatorze d'entre eux seulement se déclarèrent partisans de l'autonomie des travailleurs juifs. Pire : à peine le congrès clôturé, la direction du PPSD s'empresse de lancer une vigoureuse campagne contre le « séparatisme juif » dans le plus pur style PPS. En avril 1905, les organisations professionnelles du parti, réunies en congrès à Przemyśl, décident de liquider les syndicats juifs existants, *Briderlikhkayt* et *Postmest* (Progrès).

A l'initiative d'un groupe de militants cracoviens, les délégués des travailleurs juifs tiennent une conférence clandestine à Cracovie pour se concerter préalablement au congrès du parti. Y participent dix-huit délégués, représentant huit villes, dont onze sont mandatés par les groupes de Lvov et Cracovie. L'assemblée estime qu'une scission serait prématurée et décide de se constituer en fraction clandestine, sous la présidence de Rouven Birnbaum, chargée de préparer la fondation d'un parti social-démocrate juif.

Le comité d'action de Cracovie choisit le 1^{er} mai 1905 pour proclamer la naissance de la nouvelle organisation : le Parti social-démocrate juif de Galicie (que nous désignerons sous le sigle PSDJ). Le parti annonce sa naissance au cours des réunions qu'il tient dans de nombreuses localités en Galicie, à l'occasion du 1^{er} mai, avant de rallier en bloc le cortège du PPSD. Ne reste, au sein du PPSD, qu'une fraction réduite de la classe ouvrière juive. La manifestation du 1^{er} mai du PSDJ de Cracovie rassemble plus de 2 000 travailleurs.

Dans le langage courant, le nouveau parti sera désigné sous l'appellation de « *Bund* galicien ». Rappelons que l'Union générale des travailleurs de Lituanie, de Russie et de Pologne, généralement désignée sous l'appellation de *Bund*, a été fondée en 1897. Ses délégués ont participé à la fondation du Parti ouvrier social-démocrate russe en 1898. Le rôle du *Bund* a longtemps été méconnu. Il s'agissait d'une organisation de masse qui a joué un rôle de tout premier plan dans le Nord-Ouest de la Russie au cours de la période 1897-1905 et qui a littéralement révolutionné la vie juive dans la « zone de résidence ».

Contrairement au *Bund*, le PSDJ jouit évidemment de l'immense avantage de pouvoir œuvrer dans la légalité. Le nouveau parti tient son premier congrès à Lvov en juin 1905 et se réclame du programme de Brünn de la social-démocratie autrichienne, exigeant d'être reconnu en tant qu'organisation social-démocrate juive, au même titre que les autres composantes du parti autrichien. Idéologiquement et politiquement, le PSDJ cherchait son inspiration auprès du *Bund* dont il adopta le programme d'autonomie national-culturelle lors de sa deuxième conférence (Lvov, mai 1906).

Un Bund galicien

Le 8 mai 1905, le PPSD décida d'exclure les « séparatistes » et condamna ce qu'il qualifia de « scission confessionnelle » du parti. La direction polonaise affirmait que les intérêts des travailleurs polonais et juifs étaient identiques. Tout au plus reconnaissait-elle qu'il convenait d'adapter les formes d'agitation — mais non les structures — en fonction des différences d'ordre linguistique. Selon elle, il appartenait au PPSD de prendre en charge les intérêts de tous les travailleurs de la région qui constituait son domaine d'action. Or les travailleurs juifs ne pouvaient prétendre à une région territoriale qui fût la leur. En réalité, derrière cette argumentation se profilait le refus d'accepter que soit affaiblie la social-démocratie polonaise, ainsi que son orientation nationaliste, en vertu de laquelle elle niait la spécificité nationale juive (20). Le PPSD combattit son rival juif avec acharnement. Avec quelque retard, les sociaux-démocrates polonais reconnurent implicitement leurs erreurs passées. Ils s'empresèrent de mettre sur pied un bureau pour l'agitation juive. La direction viennoise soutint le PPSD et déclara, le 13 mai 1905, que le PSDJ « s'était placé de fait hors du parti ».

En définitive, le PSDJ ne put jamais rivaliser en importance avec le *Bund*. Au reste, le prolétariat de Galicie était loin de revêtir l'importance de la classe ouvrière juive de la zone de résidence. Le « *Bund galicien* » dut faire face — outre l'opposition venue du PPSD et celle manifestée à son égard par les sionistes — à l'hostilité déterminée des fanatiques religieux. Les jeunes *khassidim* de Czanow donnèrent l'assaut au local du parti et s'en prirent à l'un de ses dirigeants, Henryk Grossman. Ils trouvaient que les sociaux-démocrates juifs révolutionnaient le *shtetl* galicien. De fait, à Stanislav, un groupe de *belfers* (assistants des maîtres d'écoles juives traditionnelles) crée une *khevrah* (gilde) et demande l'aide du PSDJ pour mener une grève. En général, les syndicats juifs galiciens étaient directement liés au Parti, ce qui leur valait l'hostilité des syndicats polonais. Ainsi les tailleurs juifs furent exclus du bénéfice des allocations de chômage par la direction polonaise du syndicat en 1908. Mais le Parti croissait. En 1910, il comptait 6 200 membres, principalement concentrés à Lvov, Cracovie et Stanislav, et les syndicats de tendance bundiste regroupaient 2 500 travailleurs.

(20) J. BUNZL, *Klassenkampf...*, op. cit., p. 121. Cf. aussi M.P., « Der galitzianer bund », in *25 yor (1897-1922)*, *zamibukh*, Varsovie, s.d., p. 51-54.

4. Réunification des sociaux-démocrates juifs

Force était de reconnaître que le « *Bund galicien* » correspondait à une authentique demande émanant des travailleurs juifs et qu'il était dérisoire d'espérer « poloniser » la classe ouvrière juive galicienne. Le nouveau parti avait imposé sa reconnaissance au mouvement ouvrier. Dès lors, l'idée d'une réconciliation allait gagner du terrain au sein de la social-démocratie autrichienne, d'autant plus que le parti social-démocrate juif acceptait pleinement son programme.

Dès 1907, la section juive du PPSD entre en pourparlers avec le « *Bund galicien* », proposant la fédération des deux formations. La position de la section s'était en effet notablement rapprochée de celle du parti ouvrier juif. Au cours d'un congrès tenu cette année-là, elle avait clamé son « appartenance à la nation juive ». L'hostilité de principe du PPSD envers le nouveau parti avait fléchi devant les nécessités : le 1^{er} mai 1908, certains des vingt-six défilés organisés par le « *Bund galicien* » dans les villes et bourgades de Galicie se déroulèrent en commun avec les travailleurs polonais et ruthènes.

Le congrès d'unification au cours duquel les militants juifs du PPSD rejoignirent le PSDJ se déroula à Lvov en 1911. Le PPSD consentit à la fusion, reconnaissant le bien-fondé de la volonté des ouvriers juifs de s'organiser en formation autonome. Daszinski vint d'ailleurs saluer le congrès au nom des sociaux-démocrates polonais de Galicie. Les négociations entre le « *Bund galicien* » et la section juive avaient duré neuf mois. Le PPSD obtint une concession : le mot d'ordre d'autonomie nationale-culturelle juive ne fut pas repris au programme du parti réunifié, la question restant ouverte. Le congrès d'unification reconnut le droit des travailleurs juifs ne connaissant pas le polonais et ne se sentant pas liés à la culture polonaise de s'organiser au sein du PSDJ, tout en soulignant que les camarades juifs qui se considéraient comme Polonais conservaient le droit d'être membres à part entière du PPSD (21).

Une organisation de culture ouvrière juive, dénommée *Morgenroyt* (L'Aube) s'était créée en Bukovine en 1908. L'année précédente, la conférence des sociaux-démocrates de Bukovine avait exprimé à l'unanimité ses regrets quant au fait que le PSDJ se trouvât à l'extérieur de la social-démocratie autrichienne. Les sociaux-démocrates juifs de Bukovine se regroupèrent dans un *Bund* local. Les groupes sociaux-démocrates juifs de Bukovine rejoignirent le nouveau parti en 1911. Le *Bund* de Bukovine comptait 800 membres qui vinrent donc s'ajouter aux 4 500 affiliés du PSDJ, lequel modifia son appellation en Parti social-démocrate juif de Galicie et de Bukovine.

Quoique le « *Bund galicien* » s'inspirât de son homologue russe, il y avait un monde entre les deux organisations. Cela tenait bien sûr au fait que le premier était un parti œuvrant dans la légalité tandis que les Bundistes russes correspondaient au type du « révolutionnaire professionnel » luttant dans la clandestinité. Mais les différences

(21) J. KISMAN, « Di yidishe... », *art. cit.*, p. 443.

ne se réduisaient pas aux conditions de déploiement de l'activité des deux partis. Alors que la direction russe était formée en majorité d'ouvriers autodidactes, les leaders galiciens appartenaient aux professions libérales. L'atmosphère changeait lorsque l'on quittait la Russie pour l'Autriche-Hongrie. Ainsi, Bernard Goldstein, vétéran du parti russe, fut sidéré de constater au Congrès de Cracovie en 1920 que les délégués galiciens étaient accoutrés en tenue de parade, certains arborant habit et « chapeau dur ». On ne pouvait imaginer de contraste plus frappant avec la mise plébéienne des Bundistes russes. Il est vrai que pour le militant galicien un congrès politique, loin de représenter une assemblée conspiratrice de cadres révolutionnaires, s'annonçait d'abord comme une fête.

5. Le mouvement ouvrier sioniste

Avant même que le mouvement sioniste n'ait officiellement pris naissance, on signalait déjà, en 1895, un courant palestinophile puissant en Galicie. Ses sympathisants se recrutaient essentiellement parmi la bourgeoisie orthodoxe et dans les rangs des déclassés (22). Parmi les travailleurs juifs qui avaient été affiliés à la social-démocratie polonaise se manifesta une sensibilité « poalé-sioniste » avant la lettre. Un orateur sioniste, qui soutenait à Cracovie en 1895 devant une assemblée de travailleurs juifs qu'il n'existait pas de prolétariat juif mais uniquement un peuple juif opprimé dans sa totalité, fut hué par l'assistance qui couvrit sa voix par un chant révolutionnaire (23).

Les premières organisations ouvrières de tendance sioniste apparaissent en 1898 à Brünn (Brno), à Lvov et surtout à Vienne (Union des travailleurs et employés de bureau juifs). L'année suivante, une conférence décide d'étendre le rayon d'action de l'Union à l'ensemble de l'Empire et de publier un organe en allemand, *Die jüdische Volksstimme*. Ce n'est toutefois qu'en 1903 que se constitue officiellement dans la capitale autrichienne l'Union des jeunes travailleurs juifs. Son journal, *Der jüdische Arbeiter*, d'abord publié en allemand, passe rapidement au yiddish et est distribué dès 1904 à Cracovie et en Galicie. La publication insistait puissamment sur la conscience nationale des travailleurs juifs du PPSD et combattait « l'assimilation rouge ». S'il est difficile de vérifier si cette agitation a effectivement contribué à la cristallisation des tendances séparatistes d'où est issu le « *Bund* galicien », le parallélisme des deux mouvements doit être souligné. La section « poalé-sioniste » autrichienne s'est constituée officiellement en mai 1904 sous la direction de Nathan Gross et de Shlomo Kaplansky (24).

L'appellation de « Poaley-Sion » (Travailleurs de Sion) désigne au départ une sensibilité plutôt qu'un courant politique déterminé. Mais à partir de 1905, la dénomination est réservée aux membres du parti

(22) HACKER, article « Ueber den Zionismus », paru dans *Die Neue Zeit* en 1895, cité par J. BUNZL, *Klassenkampf...*, *op. cit.*, p. 123.

(23) Sh. BLUM, « Der yidisher arbeter... », *art. cit.*, p. 524.

(24) J. FRANKEL, *Prophecy and Politics. Socialism, nationalism and the Russian Jews, 1862-1917*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, p. 310.

Poaley-Sion de Russie qui se veut à la fois marxiste et sioniste, et qui se réclame de l'idéologie de Ber Borokhov. Des groupes poalé-sionistes d'inspiration analogue se constituent dans d'autres pays, notamment en Pologne, aux Etats-Unis, en Argentine et en Palestine.

De violentes polémiques opposent d'emblée sociaux-démocrates juifs et militants de *Poaley-Sion*. C'est ainsi que Nathan Gross entraîne ses partisans à chahuter et à saboter le meeting de protestation contre le pogrom de Kitchinev qui avait été organisé par les sociaux-démocrates à Vienne, le 3 juin 1903 (25). Des affrontements entre partisans des deux tendances sont signalés à Lvov, Cracovie, Przemysl et Kolomey, ce qui témoigne de la vigueur et de l'implantation du sionisme ouvrier. En Autriche, le mouvement des *Poaley-Sion* se caractérise par une tonalité beaucoup plus « nationale » et droitière qu'en Russie. Il paraît avoir été obsédé par la lutte contre l'assimilation. Les *Poaley-Sion* se renforcent au cours des années suivantes, participant notamment aux élections de 1907 au cours desquelles ils soutiennent les candidats sionistes. Les sionistes ouvriers trouvent un appui indirect dans les thèses propagées par Nathan Birnbaum sur l'autonomie nationale juive. Le parti a mené trois campagnes en faveur de la reconnaissance de la nationalité juive, pendant les années 1909-1911. Ce courant se renforça davantage encore au cours de la Première Guerre mondiale, mais l'occupation russe de la Galicie mit fin à ses activités. Une partie des militants émigra alors vers Vienne, qui deviendra de ce fait le centre du courant à l'extérieur de la Russie soviétique.

(25) HERTZ, in *Di geshikhte fun bund*, op. cit., vol. II, 1962, p. 64.